














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Op 1050-Travaux pour la rénovation de la station
universitaire de Besse**

**Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Op 1050-Travaux pour la rénovation de la station universitaire de Besse
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	19
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	7
4.2 - Obligations du titulaire	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations...	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	8
4.2.8 - Sort des données	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	9
4.2.11 - Documentation	9
4.3 - Obligations de l'acheteur	9
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	9
5.2 - Délai d'exécution	9
5.3 - Planning prévisionnel et détaillé d'exécution	11
6 - Prix.....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix.....	11
6.3 - Répartition des dépenses communes.....	13
7 - Garanties Financières.....	13
8 - Avance.....	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	14
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	14
9 - Modalités de règlement des comptes.....	14
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	14
9.2 - Présentation des demandes de paiement	15
9.3 - Délai global de paiement	15
9.4 - Paiement des cotraitants	16
9.5 - Paiement des sous-traitants	16
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	16
10.2 - Implantation des ouvrages.....	16
10.3 - Préparation et coordination des travaux	16
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	16

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	17
10.3.3 - Registre de chantier	17
10.4 - Etudes d'exécution	17
10.5 - Installation et organisation du chantier	18
10.5.1 - Installation de chantier	18
10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	18
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	18
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	18
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	18
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	18
11 - Développement durable	18
12 - Réception	19
12.1 - Réception des travaux	19
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception	19
13 - Garantie des prestations	20
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	20
15 - Pénalités	20
15.1 - Pénalités de retard	20
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	20
15.3 - Autres pénalités spécifiques	20
16 - Assurances	21
17 - Résiliation du contrat	21
17.1 - Conditions de résiliation	21
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
18 - Règlement des litiges et langues	22
19 - Dérogations	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Op 1050-Travaux pour la rénovation de la station universitaire de Besse

Ce marché fait l'objet d'une clause sociale d'insertion. L'objectif de cette clause est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Les lots concernés sont les lots 01,03, 04,08,11,13,14,15,17,18.

Les modalités d'application figurent en annexe à l'Acte d'Engagement.

Lieu(x) d'exécution :

2 rue du Lavoir
63610 Besse-et-saint-anastaise

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 19 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Installation de chantier, Démolitions, Gros œuvre/pierres sèches et pierres de taille
02	Désamiantage Déplombage
03	Voiries réseaux divers Terrassements Espaces verts
04	Charpente bois Bardage Bois Traitement
05	Charpente et renforts métalliques
06	Couvertures ardoises et lauzes
07	Couverture zinc Bardage zinc et zinguerie
08	Ravalement de façades et ITE
09	Etanchéité enterrée et accessible
10	Menuiserie extérieure bois
11	Menuiserie extérieure aluminium
12	Serrurerie acier
13	Plâtrerie Peinture Faux plafond Nettoyage Carrelage Faïence
14	Menuiseries intérieures bois Signalétique
15	Sols collés
16	Mobilier de récupération et neuf
17	Electricité CFO et CFA
18	Sanitaires Chauffage Ventilation Equipements de cuisine
19	Ascenseur

Le lot principal est le lot 01.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Plan Général de Coordination Sécurité (PGC)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le planning prévisionnel d'exécution remis par les entreprises (s'inscrivant dans le délai global du planning DCE)
- Le mémoire technique, ou méthodologique, justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- La note environnementale

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

IN6TU ARCHITECTES
5 Rue François Arago
63360 GERZAT

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

BUREAU DE COORDINATION ARVERNE (BCA)
5 Rue Enrico Fermi
63540 ROMAGNAT

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

FLUIDOME
5 Rue François Arago
63360 GERZAT

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE Infrastructures et Construction France AICF
1 rue Germaine TILLON
63360 GERZAT

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE Infrastructures et Construction France AICF
1 rue Germaine TILLON
63360 GERZAT

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 15 jours.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@uca.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :
Par voie électronique

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : Pendant la durée du marché

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **24 mois** dont **30 jours de préparation commune de chantier + préparation spécifique selon planning DCE**

Attention les travaux liés à l'installation de la base vie sont à réaliser pendant la période de préparation.

5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai
01	24 mois
02	24 mois
03	24 mois
04	24 mois

Lot(s)	Délai
05	24 mois
06	24 mois
07	24 mois
08	24 mois
09	24 mois
10	24 mois
11	24 mois
12	24 mois
13	24 mois
14	24 mois
15	24 mois
16	24 mois
17	24 mois
18	24 mois
19	24 mois

L'exécution du marché débute à compter de **la date de notification du contrat**. L'exécution des travaux débute à compter de **la date de notification du marché**.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés par ordre de service dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG.

Sont comptabilisés comme jours ou demi-journées d'intempéries les conditions climatiques dûment constatées et justifiées répondant aux seuils suivants :

- une hauteur des précipitations supérieure ou égale à 10 mm sur une plage horaire comprise entre 7h00 et 18h00, comptabilisée pour une journée entière d'intempérie ;
- une température extérieure inférieure ou égale à 0°C, mesurée sous abri et constatée sur la période d'activité du chantier, comptabilisée pour une demi-journée d'intempérie ;
- une vitesse du vent supérieure ou égale à 60km/h, constatée sur la période d'activité du chantier, comptabilisée pour une demi-journée d'intempérie ;
- une hauteur de neige supérieure ou égale à 5 cm, constatée sur le site du chantier, comptabilisée pour une demi-journée d'intempérie.

Les conditions météorologiques sont appréciées sur la base des relevés de la station météorologique la plus proche du chantier.

Si la mise en œuvre des produits et/ou matériaux ne peut être respectée (selon fiche technique, DTA, DTU), les journées seront comptabilisées en intempéries sous réserve de fourniture des justificatifs (relevé météo, photos, etc.).

Des espèces protégées (chauves-souris, hirondelles, etc.) sont présentes sur le site. Le planning du DCE tient compte des préconisations environnementales en vigueur.

Toute modification du planning devra faire l'objet d'un accord préalable de la maîtrise d'ouvrage (MOA), de la maîtrise d'œuvre (MOE) et de l'OPC.

En cas d'arrêt des travaux concernés (démolition, désamiantage, ...) d'une durée supérieure à une

semaine, l'intervention d'un écologue sera obligatoire avant toute reprise du chantier. Le coût de cette intervention sera imputé à l'entreprise responsable de l'arrêt.

Tout manquements relevés par la Maitrise d'Ouvrage, la Maitrise d'Œuvre, L'OPC, le SPS, et ceux sans avertissement préalable, fera l'objet d'une pénalité de **500 € par jour calendaire** jusqu'à remise en état

5.3 - Planning prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au planning prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **03/2026** ;

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.67 \text{ BT01 (n-4)} / \text{BT01 (o)}) + (0.33 \text{ BT06 (n-4)} / \text{BT06 (o)})]$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT01 (n-4)} / \text{BT01 (o)})$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{TP01 (n-4)} / \text{TP01 (o)})$
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT16b (n-4)} / \text{BT16b (o)})$
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT07 (n-4)} / \text{BT07 (o)})$
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT30 (n-4)} / \text{BT30 (o)})$
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT34 (n-4)} / \text{BT34 (o)})$
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT52 (n-4)} / \text{BT52 (o)})$
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT53 (n-4)} / \text{BT53 (o)})$
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT19b (n-4)} / \text{BT19b (o)})$
11	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT43 (n-4)} / \text{BT43 (o)})$
12	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT42 (n-4)} / \text{BT42 (o)})$
13	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.69 \text{ BT08 (n-4)} / \text{BT08 (o)}) + (0.28 \text{ BT46 (n-4)} / \text{BT46 (o)}) + (0.03 \text{ BT09 (n-4)} / \text{BT09 (o)})]$
14	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT18a (n-4)} / \text{BT18a (o)})$
15	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT10 (n-4)} / \text{BT10 (o)})$
16	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT18a (n-4)} / \text{BT18a (o)})$

17	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n-4) / BT47 (o))$
18	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.35 BT38 (n-4) / BT38 (o)) + (0.36 BT40 (n-4) / BT40 (o)) + (0.29 BT41 (n-4) / BT41 (o))]$
19	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT48 (n-4) / BT48 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " 0 " retenu pour la révision est le mois de remise des offres moins 4 mois soit : **Novembre 2025**

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations - **4 mois**.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01 BT06	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010 Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
02	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
03	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010
04	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
05	BT07	Index du bâtiment - Ossature et charpentes métalliques - Base 2010
06	BT30	Index du bâtiment - Couverture en ardoises de schiste - Base 2010
07	BT34	Index du bâtiment - Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) - Base 2010
08	BT52	Index du bâtiment - Imperméabilité de façades - Base 2010
09	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
10	BT19b	Index du bâtiment - Menuiserie extérieure - Base 2010
11	BT43	Index du bâtiment - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010
12	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
13	BT08 BT46 BT09	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010 Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010 Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
14	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
15	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
16	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
17	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
18	BT38 BT40	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010

	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
19	BT48	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010

6.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Consommations d'eau et d'électricité communes
Gestion des déchets et rotation des bennes
Entretien, nettoyage et maintenance des voies d'accès et zones communes du chantier
Frais divers de gestion, de signalisation et de propreté collective

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal **Lot 01**) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Installation de chantier, Démolitions, Gros œuvre/pierres sèches et pierres de taille
02	Désamiantage Déplombage
03	Voiries réseaux divers Terrassements Espaces verts
04	Charpente bois Bardage Bois Traitement
05	Charpente et renforts métalliques
06	Couvertures ardoises et lauzes
07	Couverture zinc Bardage zinc et zinguerie
08	Ravalement de façades et ITE

10	Menuiserie extérieure bois
11	Menuiserie extérieure aluminium
12	Serrurerie acier
13	Plâtrerie Peinture Faux plafond Nettoyage Carrelage Faïence
14	Menuiseries intérieures bois Signalétique
15	Sols collés
17	Electricité CFO et CFA
18	Sanitaires Chauffage Ventilation Equipements de cuisine

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **13002806100013**
- Code service : **DIL**
- Numéro d'engagement juridique : **Le numéro d'engagement vous sera communiqué après la notification du marché**
- Identifiant maître d'œuvre (SIRET) : **49360513300021**

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par [le titulaire du lot n°01 et le titulaire du lot 03 pour les réseaux](#). Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de [préparation commune de chantier de 30 jours + une préparation spécifique selon planning DCE](#), comprise dans le délai d'exécution du marché.

[Cette période débute à compter de la notification du marché.](#)

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **150,00 €**, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les

études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 14 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier dans les conditions suivantes : [Se référer au CCTP](#)

10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants : [Se référer au CCTP](#)

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité. [Se référer au CCTP](#)

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. [Se référer au CCTP](#)

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

- DOE - PV des matériaux - Fiches techniques - Recettage - DIUO

-*DOE BIM* : Les maquettes numériques BIM DOE des lots producteurs BIM comportant la modélisation des ouvrages tels que construit et respectant les exigences de la convention BIM DOE notamment en termes de renseignement des données

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : [en PDF](#)

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à **200,00 €** par jour calendaire de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Pour promouvoir l'emploi et renforcer la politique de cohésion sociale et de lutte contre l'exclusion, « le maître d'ouvrage » souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses marchés.

En application de l'article L. 2112-2 du Nouveau Code de la Commande Publique applicable au 1er avril 2019, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est invitée, pour l'exécution du marché, à proposer des actions d'insertion qui permettent l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Afin de vous associer à la démarche sans alourdir la procédure, le service de la Commande Publique a élaboré des annexes spécifiques aux documents contractuels qui vous sont familiers (voir Acte d'engagement et son annexe relative à la clause sociale d'insertion).

Par ailleurs, la Cellule Emploi Grands Chantiers accompagne les entreprises dans la mise en œuvre, le suivi et la gestion de la clause sociale d'insertion.

Cellule Emploi Grands Chantiers
64-66 avenue de l'Union soviétique
63000 Clermont-Ferrand

plie@clermontmetropole.eu

Téléphone : 04 73 98 35 79

Yassin BOUMALLASSA, Coordinateur de la clause sociale d'insertion

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la démarche d'insertion constitue une modalité d'exécution du marché rendue obligatoire et non un critère de choix des offres (conformément à l'article L2112-2 du Nouveau Code de la Commande Publique applicable au 1er avril 2019).

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable selon la note environnementale :

- Le mode opératoire de collecte individuelle et de gestion de ses propres déchets
- Les modalités de sensibilisation des personnels au tri des déchets
- L'optimisation des déplacements
- La dématérialisation des documents

Le chantier prend place dans un site d'exception, nécessitant la mise en œuvre de mesures rigoureuses afin d'assurer le respect et la protection de la faune et de la flore environnantes.

En conséquence, il est strictement interdit d'effectuer le lavage de tout outil ou matériel (colle, plâtre, peinture, etc.) dans la Couze Pavin, ainsi que le rinçage des bennes à béton dans les espaces verts environnants par exemple. Une aire de lavage sera mise à disposition à ces effets.

Il est formellement interdit de procéder à tout entreposage de déchets dans la forêt ou d'y stationner des véhicules.

La réalisation de tout feu ou d'action destructrice est formellement proscrite sur l'ensemble du site et ces alentours.

Des espèces protégées (chauves-souris, hirondelles, etc.) sont présentes sur le site.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison de ses ouvrages (par phase) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard calendaire, une pénalité fixée à 250,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après notification dans le compte rendu hebdomadaire et resté sans effet dans un délai de 5 jours calendaires.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la remise des plans et autres documents d'exécution	Journalière	250,00 €	
Retard lors de la mise en place des installations de chantier	Journalière	500,00 €	
Retard dans le nettoyage des espaces extérieurs et/ou intérieurs selon calendrier	Journalière	500,00 €	
Retard lors du repliement des installations de chantier, de l'enlèvement des déchets de chantier	Journalière	500,00 €	
Retard dans l'établissement des devis pour travaux supplémentaires ou modificatifs	Journalière	200,00 €	

Retard dans la levée des réserves à la réception selon planning MOE	Journalière	1,00/300	
Retard dans la remise du DOE au MOE	Journalière	1,00/1000	
Retard ou absence de production des attestations d'assurance de responsabilité c	Journalière	200,00 €	
Absence de transmission des contrats de sous-traitance au MO	Journalière	1 000,00 €	
Absence aux OPR suite à convocation par le MOE	Forfaitaire	250,00 €	
Non-respect des considérations environnementales	Journalière	500,00 €	Jusqu'à remise en état
Non-respect des consignes de sécurité	Journalière	250,00 €	Sur constat de n'importe quelle personne de l'équipe de Maîtrise d'ouvrage ou de Maitrise d'œuvre
Mauvaise ou non-exécution des conditions du marché par l'entreprise pour les clauses sociales pourra entraîner.			La simple constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise ou non-exécution des conditions du marché par l'entreprise pourra entraîner une pénalité de 50 € par heure d'insertion non réalisée. En cas de non-transmission des renseignements cités à l'article 2 de cette présente annexe, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50€. En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale « heures d'insertion », le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 €

Toute personne, Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, Bureau d'Etude, SPS et OPC, est habilitée à demander l'application de pénalités.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-

12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.5.1 du CCAP déroge à l'article 31.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux